

Focus Canada 2015

Opinion publique canadienne à propos des changements climatiques

Dans le cadre de son programme Focus Canada de recherche continue en opinion publique, l'Environics Institute a établi un partenariat avec la Fondation David Suzuki en vue de sonder les Canadiens sur les changements climatiques et de définir l'évolution de leurs perceptions, s'il y a lieu, au cours de la dernière année. Le sondage s'appuie sur des entrevues téléphoniques menées auprès de 2 004 Canadiens, entre le 4 et le 16 août 2015. Un échantillon de population de cette taille produit des résultats exacts à plus ou moins 2,2 %, 19 fois sur 20.

Mise en contexte

Cela fait presque dix ans que la notion de changements climatiques est largement reconnue, en dehors des cercles scientifiques, comme étant une grave menace mondiale. L'effondrement financier mondial de 2008-2009, jumelé à une absence de progrès dans l'obtention d'un consensus international quant à la façon de faire face au problème, ont éloigné l'enjeu de la tribune médiatique, et ce pendant plusieurs années. Plus récemment, les changements climatiques semblent être réapparus comme une priorité mondiale, résultat des preuves scientifiques toujours plus nombreuses, d'un nombre grandissant d'événements météorologiques extrêmes (par ex., les sécheresses pluriannuelles qui affligent la côte ouest), un nouvel accord inattendu sur les cibles d'émissions entre les É.-U. et la Chine, ainsi que l'encyclique historique publiée par le pape François. Ensemble, ces développements contribuent à créer un nouvel élan vers un nouveau pacte mondial, dans le cadre de la Conférence de Paris sur le climat, un sommet international qui aura lieu cette année. Certains y voient le meilleur - sinon le seul - espoir d'orchestrer une réaction efficace et concertée pour faire face à cet enjeu.

Parmi tous ces développements, le Canada brille par son silence. Le gouvernement fédéral n'a pas fait grand-chose, si ce n'est que de prendre de vagues engagements, faisant des changements climatiques une question secondaire dans le cadre de l'actuelle campagne électorale fédérale. Est-ce le reflet d'un manque d'intérêt de la part des Canadiens et des Canadiennes? N'y a-t-il pas une volonté publique évidente de prendre un engagement plus ferme face à cet enjeu, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale? L'*Environics Institute for Survey Research* a établi un partenariat avec la Fondation David Suzuki en vue de prendre à nouveau le pouls de l'opinion publique au sujet des changements climatiques, dans le cadre de son programme de recherche continue, Focus Canada. Focus Canada est un des plus anciens programmes nationaux de recherche en opinion publique au pays et constitue maintenant une initiative d'intérêt public offrant un aperçu crédible, indépendant et soutenu de l'opinion publique des Canadiens et des Canadiennes sur d'importants enjeux auxquels fait face le pays.

Le but de cette recherche est de mesurer en continu l'opinion publique canadienne et ainsi déterminer comment les attitudes et priorités changent (ou non) selon les événements et les changements sociaux. Cela est possible en répétant, au fil du temps, les indicateurs clés de l'opinion publique à propos des différents aspects des changements climatiques. Ces questions provenaient d'une étude multidisciplinaire en cours (*The Canadian Environmental Barometer*), menée par le Groupe de recherche Environics entre 2007 et 2011, puis elles ont été intégrées à Focus Canada.

Sommaire exécutif

Les résultats du plus récent sondage révèlent que le public canadien n'a pas encore vécu son « moment climat » et qu'il semble peu influencé par les nouveaux avertissements des scientifiques, les conditions météorologiques inhabituelles ou les récentes déclarations du président Barack Obama et du pape François. La plupart des Canadiens acceptent la réalité scientifique des changements climatiques et ils s'inquiètent de la manière dont ils se traduisent. Pourtant, la proportion de Canadiens partageant ce point de vue a peu changé au cours des dernières années (à une exception près soit une préoccupation grandissante en Colombie-Britannique, qui pourrait s'expliquer par la sécheresse record qui y sévit actuellement). Un résultat qui n'est pas étonnant si l'on considère le peu d'attention médiatique accordée à la question des changements climatiques, aussi bien à l'échelle régionale que nationale. Pourtant, les Canadiens affichent dorénavant un soutien accru - sinon des attentes en hausse - d'un plus grand leadership du gouvernement et de mesures politiques concrètes pour faire face aux défis grandissants que représente le réchauffement climatique. Une majorité grandissante de Canadiens expriment leur soutien, afin que le Canada prenne part à un nouvel accord international sur les changements climatiques, même si cela pouvait se traduire par des pertes d'emplois au sein de certaines industries ou des prix plus élevés pour les consommateurs. Une proportion importante (quatre sur dix) de Canadiens a une opinion assez tranchée à ce sujet pour affirmer qu'ils seraient contrariés si leur pays ne prenait pas un tel engagement.

On tient largement pour acquis que les Canadiens n'accepteront pas de politiques sur le climat si les coûts associés leur sont chargés. Pourtant, on constate que le public soutient de plus en plus la tarification du carbone à titre de réponse appropriée pour relever le défi climatique. En Colombie-Britannique, le soutien à la taxe carbone provinciale atteint maintenant son plus haut niveau depuis sa création, en 2008; ses partisans sont d'ailleurs deux fois plus nombreux que ses opposants. De plus, le soutien du public à une taxe carbone similaire à celle imposée en Colombie-Britannique est comparable dans la plupart des autres provinces; celui-ci est plus évident dans les provinces atlantiques et au Québec, mais même en Alberta, on compte maintenant autant de partisans que d'opposants.

Aussi, les Canadiens sont de plus en plus confiants en ce qui concerne la faisabilité du transfert du bouquet énergétique de leur province des carburants fossiles aux énergies renouvelables. Trois Canadiens sur quatre affirment dorénavant que c'est possible. Cette proportion est supérieure à celle de 2013, et l'augmentation la plus forte est observée dans les provinces de l'Ouest.

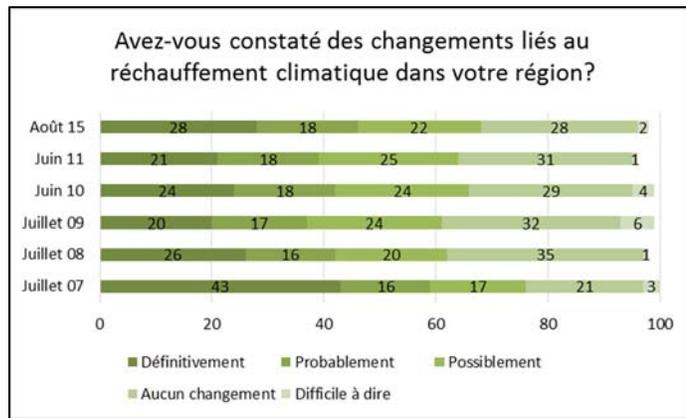
L'opinion publique sur ces questions est loin d'être uniforme d'un océan à l'autre. Les Albertains, ainsi que les partisans du Parti conservateur fédéral, continuent d'être moins préoccupés par les changements climatiques et de moins soutenir les actions politiques à ce sujet; pourtant, même parmi ces groupes, les opinions sont largement divisées contre l'action pour le climat (comme c'est le cas aux États-Unis, là où les opinions face à l'enjeu sont beaucoup plus polarisées entre démocrates et républicains). Les Canadiens et les Canadiennes ne considèrent pas encore les changements climatiques comme suffisamment prioritaires pour en faire une question centrale de la présente élection fédérale. Pourtant, il est maintenant clair que la réceptivité des Canadiens face aux mesures concrètes de lutte aux changements climatiques est supérieure à celle accordée par les politiciens et les médias.

La réalité des changements climatiques

Malgré les preuves des changements climatiques qui se multiplient, dont des températures record, moins de trois Canadiens sur dix sont convaincus d'observer des changements climatiques là où ils vivent. Comme c'était le cas en 2014, six Canadiens sur dix sont convaincus de la réalité des changements climatiques et que ceux-ci sont causés par les humains, comparé à un sur dix qui demeure sceptique à ce sujet.

Preuves des changements climatiques à l'échelle locale. Le consensus scientifique sur la réalité des changements climatiques provoqués par la société continue de se solidifier. Il est par ailleurs cohérent avec les profils climatiques inhabituels que l'on observe dans presque toutes les parties du monde (on n'a qu'à penser aux températures records, aux sécheresses ou aux tempêtes extrêmes). Pourtant, la plupart des Canadiens n'ont pas encore été témoins de ce qu'ils considèrent comme la preuve définitive d'un changement climatique là où ils vivent.

Un peu moins de trois Canadiens sur dix (28 %) affirment avoir « définitivement » observé des différences associées aux changements climatiques, là où ils vivent. Cette proportion est légèrement plus élevée qu'en 2011 (augmentation de 7 %), mais reste inférieure au nombre de Canadiens ayant exprimé cette opinion en 2007 (43 %), époque à laquelle les médias accordaient beaucoup plus d'attention aux changements climatiques.



Parmi les Canadiens qui ne sont pas convaincus des effets climatiques à l'échelle locale, quatre sur dix croient que ceux-ci se produisent probablement (18 %) ou possiblement (22 %), alors que 28 % ne croient pas que les changements sont liés au climat dans leur coin du pays.

Au pays, la plus importante augmentation en lien avec les perceptions des effets des changements climatiques à l'échelle locale a été observée en C.-B. Dans cette province, 44 % des Canadiens affirment maintenant que ces changements sont indéniables (augmentation de 25 points depuis 2011, probablement en raison de l'importante sécheresse de cette année). De plus petites augmentations sont observées dans le Canada atlantique (en hausse de 10 points), au Manitoba et en Saskatchewan (en hausse de 9 points) et en Ontario (en hausse de 7 points), alors que les perceptions demeurent inchangées au Québec et en Alberta. Les signalements de changements climatiques concrets sont en hausse dans tous les groupes d'âge, mais davantage chez les Canadiens de 18 à 24 ans (en hausse de 15 points).

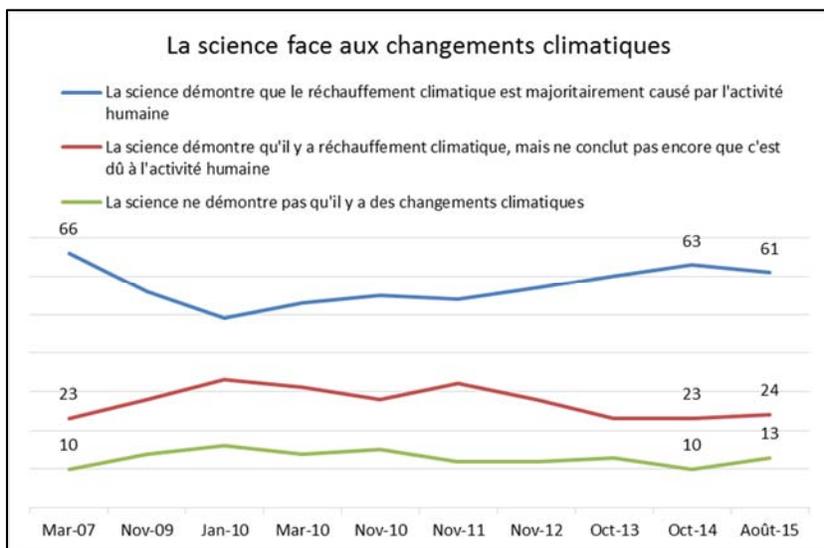
Les changements climatiques sont aussi une question politiquement partisane. Ce constat s'étend aux perceptions face aux preuves de changements climatiques à l'échelle locale. Les changements concrets sont plus susceptibles d'être signalés par les Canadiens qui appuient actuellement le Parti vert du Canada (39 %), suivis par ceux qui appuient le NPD (31 %) et ceux qui appuient le Parti libéral (31 %), sans oublier les indécis (28 %). À l'opposé, seulement 18 % des partisans du Parti conservateur partagent ce point de vue, par rapport à 44 % qui croient qu'aucun tel changement ne s'est produit dans leur région [remarque : il n'existe pas de données sur les tendances à propos de cette question qui tiennent compte de l'appui aux partis fédéraux].

Les données scientifiques sont-elles concluantes? Les nouvelles preuves et les récents phénomènes météorologiques perturbateurs n'ont pas eu d'effets sur l'opinion publique concernant la réalité des changements climatiques. **Six Canadiens sur dix (61 %)** croient que les preuves scientifiques sont concluantes et que les changements climatiques sont principalement causés par l'activité humaine.

Ce résultat est légèrement inférieur à celui de 2014 (il était alors de 63 %) et il met fin à une tendance à la hausse qui avait débuté en 2011. Chez les Américains, le pourcentage comparable est de 52 pour cent, et il est aussi stable depuis les dernières années (tiré d'un sondage datant de mars 2015 réalisé par le Yale Project on Climate Change).

Un peu moins d'un Canadien sur quatre (24 %, en hausse d'un point) affirme que les changements climatiques sont réels, mais qu'il n'est pas encore convaincu de sa

principale cause, alors qu'un peu plus d'un Canadien sur 10 (13 %, en hausse de 3 points) demeure sceptique face aux données scientifiques (aux É.-U., la valeur comparable est de 18 %).



Cette stabilité globale au chapitre des opinions, au cours de la dernière année, masque d'importants changements parmi des sous-groupes de population qui, dans certains cas, renversent les tendances précédentes. L'acceptation des preuves scientifiques a augmenté parmi les jeunes (atteignant 78 %, en hausse de 11 points), les résidents du Manitoba et de la Saskatchewan (en hausse de 12 points), chez les Vancouverois (en hausse de 9 points) et les Canadiens ne détenant pas de diplôme d'études secondaires (en hausse de 8 points). En comparaison, cette opinion a chuté chez les femmes (en baisse de 5 points), chez les Canadiens de 35 ans et plus (en baisse de 5 points), chez les Québécois (en baisse de 11 points) et chez les diplômés universitaires (en baisse de 6 points).

Le sondage révèle l'importance de l'expérience locale dans l'évolution des opinions en lien avec les changements climatiques : la croyance dans la certitude de la science est exprimée par 82 pour cent de ceux qui croient avoir été témoins de changements climatiques à l'échelle de leur localité, comparée à seulement 37 % de ceux qui n'ont pas observé de tels éléments de preuve.

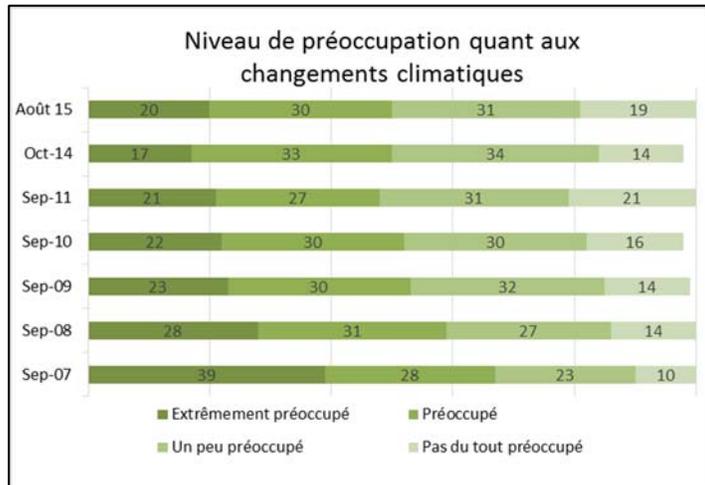
L'acceptation des preuves scientifiques concernant les changements climatiques continue d'être fortement influencée par la préférence au parti politique. Pourtant, au cours de la dernière année, une légère baisse a été observée au chapitre de l'acceptation chez les partisans du parti de l'opposition, alors qu'elle est demeurée inchangée chez les partisans du Parti conservateur et chez les indécis. La croyance dans la réalité scientifique du changement climatique demeure la plus forte chez les partisans du NPD et du Parti vert (72 % chacun) et la plus faible chez les partisans du Parti conservateur (43 %; comparé à 23 % qui sont climat-sceptiques).

Inquiétudes du public face aux changements climatiques

La moitié des Canadiens continue d'exprimer une nette préoccupation face aux changements climatiques; l'intensité de cette préoccupation ayant légèrement augmenté au cours de la dernière année. Les fortes préoccupations sont plus répandues en Colombie-Britannique et chez les partisans du NPD, et moins marquées en Alberta et chez les partisans du Parti conservateur.

À quel point les Canadiens se sentent-ils personnellement interpellés par les changements de notre climat, causés par le réchauffement planétaire? La plupart sont préoccupés à un certain point et la moitié affirme qu'elle est extrêmement (20 %) ou nettement préoccupée (30 %). Cette proportion globale est inchangée depuis 2014, mais on observe un déplacement de trois points, passant de « nettement » à « extrêmement » préoccupée, indiquant une légère augmentation dans l'intensité du sentiment face à cet enjeu au cours de la dernière année.

Trois personnes sur dix (31 %, en baisse de trois points) sont quelque peu préoccupées par les changements climatiques, alors qu'une personne sur cinq affirme ne pas être très préoccupée (12 %) ou ne pas du tout être préoccupée (7 %; en hausse de 5 points). Globalement, le degré de préoccupation du public face aux changements climatiques a relativement peu changé depuis 2009 et demeure bien en deçà du niveau enregistré en 2007, alors que l'on accordait beaucoup plus d'attention aux changements climatiques.



Partout au pays, les préoccupations du public face aux changements climatiques sont maintenant les plus répandues en Colombie-Britannique (61 % se disent extrêmement ou nettement préoccupés; en hausse de 5 points depuis 2014), et plus particulièrement à Vancouver (72 %, en hausse de 20 points). Cette vision est moins susceptible d'être partagée en Alberta (40 %, en baisse de six points), au Manitoba et en Saskatchewan (45 %, en baisse d'un point), ainsi qu'au Québec (44 %) même si la préoccupation globale y est de 7 points en hausse par rapport à l'année précédente (et la préoccupation extrême en hausse de 13 points). Au cours de la dernière année, l'écart au chapitre de la préoccupation chez les Canadiens en milieu urbain et en milieu rural est majoritairement disparu (renversant la tendance précédente), alors que l'écart dans les niveaux d'éducation a augmenté.

La préoccupation face aux changements climatiques continue de diviser la population selon l'allégeance politique. Les préoccupations nettes ou extrêmes sont exprimées par des majorités dans chacun des partis d'opposition fédéraux, alors qu'un tiers (32 %) des partisans conservateurs partagent ce point de vue (avec un chiffre comparable [31 %] qui indique qu'ils ne sont pas très préoccupés ou pas préoccupés du tout au sujet des changements climatiques). Le seul changement digne de mention, au cours de la dernière année, est une diminution des préoccupations chez les partisans du Parti vert (atteignant 58 %, en baisse de 13 points). Les partisans du NPD (63 %) sont maintenant les plus susceptibles d'être extrêmement ou nettement préoccupés face à l'enjeu, suivis des partisans du Parti libéral (53 %) et des indécis (49 %).

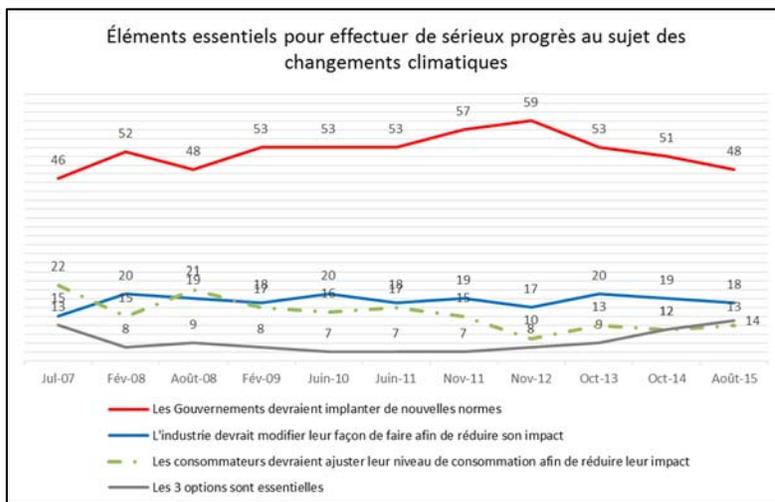
Le degré de préoccupation est lié aux perceptions en lien avec la réalité des changements climatiques, mais plus fortement aux perceptions des effets à l'échelle locale : la préoccupation extrême est deux fois plus ressentie par les Canadiens pour qui les changements à l'échelle locale sont indéniables (42 %) que chez ceux qui affirment que de tels changements sont probables (19 %) ou possibles (10 %).

Leadership du gouvernement dans la lutte aux changements climatiques

Les Canadiens continuent de se tourner vers les gouvernements, plutôt que vers l'industrie ou vers les consommateurs, pour qu'ils prennent le leadership dans la lutte aux changements climatiques. Pourtant, cette opinion est en baisse progressive au fil du temps, ce qui suggère que le public pourrait perdre confiance envers l'engagement et (ou) la capacité des gouvernements en matière de leadership.

Qui est considéré comme l'acteur le plus important dans la lutte aux changements climatiques au pays?

Comme ce fut le cas dans de précédents sondages, le public est plus susceptible de se tourner vers les gouvernements pour la mise en œuvre de nouvelles normes et de nouveaux règlements (48 %), que vers l'industrie et les entreprises qui changent leurs modes d'exploitation (18 %) ou les consommateurs qui adaptent leur mode de vie (13 %). Pourtant, les Canadiens se fient un peu moins au leadership du



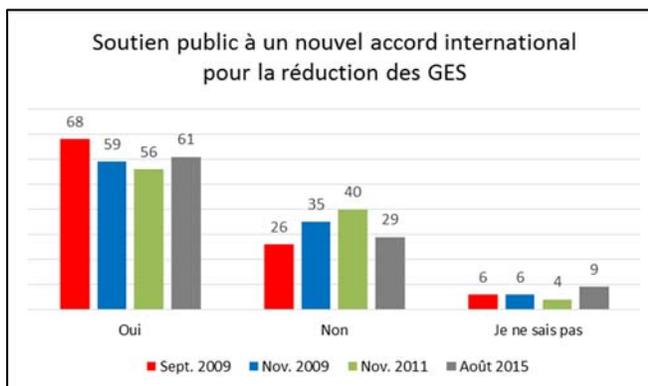
gouvernement depuis 2014 (en baisse de 3 points), poursuivant la tendance progressive à la baisse qui remonte à 2012 (alors que 59 % des Canadiens adoptaient cette opinion). Cette tendance est reflétée par une augmentation progressive de la proportion de Canadiens qui croient que les trois secteurs sont aussi importants au chapitre des avancées pour contrer les changements climatiques (14 %, alors que ce pourcentage était de 8 % en 2012).

Le gouvernement est identifié comme étant le secteur le plus important par au moins une majorité relative de Canadiens parmi tous les groupes, mais plus particulièrement par les résidents de l'Est du Canada (53 %), et par les partisans du NPD (57 %) et du Parti vert (55 %) et, comme il était prévisible, par ceux qui s'inquiètent réellement des changements climatiques (55 %) et ceux qui acceptent la science (55 %). En comparaison, le gouvernement est moins susceptible d'être identifié comme étant l'acteur le plus important pour contrer les changements climatiques parmi les Albertains (39 %) et parmi les partisans du Parti conservateur (37 %). Le déclin de cette opinion, depuis 2014, est plus marqué chez les Canadiens de moins de 35 ans, chez les Britannico-Colombiens, chez les résidents de régions rurales et chez les partisans du Parti libéral.

Accord international sur les changements climatiques

Une majorité croissante de Canadiens souhaite que leur pays signe un nouvel accord international sur les changements climatiques, même si celui-ci peut avoir des effets sur l'emploi et les prix à la consommation. Les ardents défenseurs de ce point de vue sont plus de trois fois plus nombreux que ses farouches opposants.

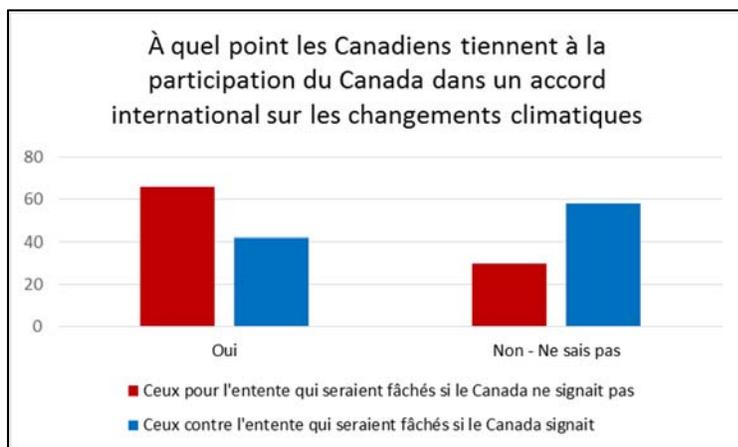
Soutien public à un nouvel accord. Alors que l'opinion publique face à la réalité et à la gravité des changements climatiques a peu changé au cours des dernières années, l'appui à l'action politique, de son côté, prend de l'ampleur. Une majorité croissante (61 %) de Canadiens affirme que leur pays devrait signer un nouvel accord international visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, même si celui-ci entraînerait des pertes d'emploi au sein de certaines industries, au pays, et des coûts plus élevés pour certains produits et services.



Le soutien du public à un accord international est en hausse depuis novembre 2011 (56 %), même s'il reste inférieur à son point culminant de septembre 2009 (68 %), juste avant le très attendu sommet international, à Copenhague. Moins de trois Canadiens sur dix (29 %) s'opposent dorénavant à un tel accord (en baisse de 11 points), alors qu'un nombre croissant se dit incertain ou n'a pas d'opinion (9 %, en hausse de 5 points).

L'augmentation de l'appui face à la conclusion d'un nouvel accord international peut être observée chez une majeure partie de la population, mais elle est plus importante chez les résidents de l'Ontario et de la C.-B., chez les Canadiens de 55 ans et plus, et chez les personnes ne détenant pas de diplôme d'études secondaires. Cet appui est maintenant le plus répandu au Québec (70 %), chez les Canadiens détenant un diplôme universitaire (68 %) et chez les partisans du NPD (75 %) et du Parti libéral (72 %). Ce point de vue est moins susceptible d'être partagé par les Albertains (49 %, en hausse de 4 points depuis novembre 2009) et par les partisans du Parti conservateur (42 %, alors que 48 % s'y opposent).

À quel point les Canadiens s'en préoccupent-ils? La plupart des Canadiens expriment une opinion à propos de ce type d'accord international sur les changements climatiques, mais s'inquiètent-ils pour autant de savoir si l'accord est signé ou non? Le sondage révèle que les partisans sont plus susceptibles d'avoir une opinion tranchée à propos de cette question que ses opposants.



Parmi les personnes qui appuient la signature d'un nouvel accord international sur les changements climatiques, les deux tiers (66 %) affirment qu'elles seraient contrariées si le Canada n'y participait pas (soit 40 % de la population totale). En comparaison, parmi les personnes qui s'opposent à un tel accord, 42 pour cent seraient contrariées si le Canada y participait (12 % de la population totale). Cela signifie que les fervents défenseurs de ce point de vue sont plus de trois fois plus nombreux que ses opposants; c'est presque identique aux

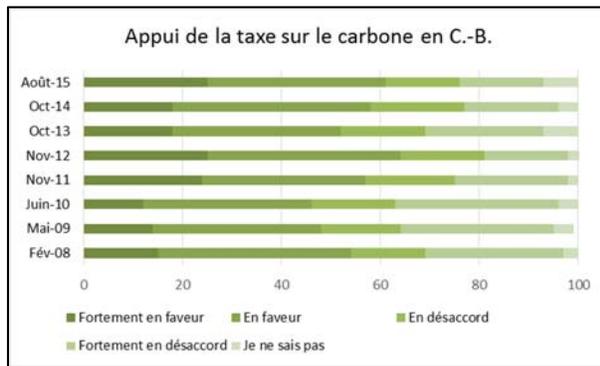
résultats obtenus en novembre 2009. (Les défenseurs sont légèrement moins susceptibles d'être contrariés qu'en 2009, mais ils sont également plus nombreux que par le passé, alors que l'inverse se produit chez les opposants.)

Les défenseurs d'un nouvel accord international qui sont les plus susceptibles d'être contrariés par une non-participation du Canada comprennent les résidents du Québec et de l'Ontario, les Canadiens de 55 ans et plus, ainsi que les partisans du NPD et du Parti vert au fédéral. Les opposants à un nouvel accord les plus susceptibles d'être contrariés sont les Albertains et les partisans du Parti conservateur.

Appui du public envers l'établissement de prix basé sur le carbone

Une majorité grandissante de Britanno-Colombiens appuie leur taxe provinciale sur le carbone et une proportion similaire ailleurs au Canada appuierait l'établissement d'une telle taxe dans leur propre province pour contrer les changements climatiques.

La taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique, implantée en 2008 est probablement l'une des plus importantes politiques en matière de changements climatiques au Canada à ce jour. Il s'agit de la première mesure de tarification du carbone aussi directe en Amérique du Nord. La taxe carbone n'a pourtant pas été implantée sans opposition, mais elle a survécu aux attaques politiques et est maintenant fermement établie.



Le soutien du public envers la taxe sur le carbone en Colombie-Britannique s'est affermi au cours de la dernière année, alors que six personnes sur dix se disent fortement (25 %) ou quelque peu (36 %) en faveur (cet appui était de 58 % en 2014 et le fort appui a augmenté de 7 points). Ces résultats correspondent au niveau le plus élevé de soutien du public pour la taxe sur le carbone depuis son introduction, début 2008. En ce moment, pas plus d'un Britannico-Colombien sur trois s'oppose quelque peu (15 %) ou fortement (17 %) à la taxe provinciale sur le

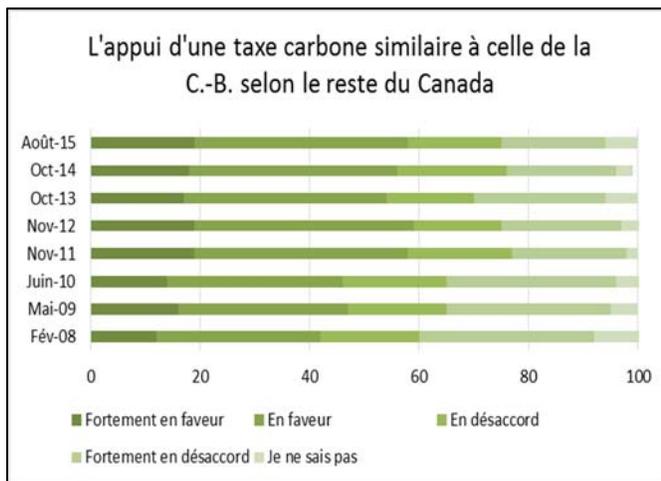
carbone (en baisse de 6 points depuis 2014), ce qui représente un creux historique.

La taille des sous-échantillons de la Colombie-Britannique limite la portée de l'analyse de ce sous-groupe, mais il est évident que l'appui du public envers la taxe sur le carbone demeure toujours le plus vigoureux dans la région métropolitaine de Vancouver et qu'il est maintenant à son niveau le plus élevé chez les femmes (responsables de toutes les hausses au cours de la dernière année).

Appui à une taxe sur le carbone, comme celle mise en œuvre en Colombie-Britannique, ailleurs au Canada.

Quel est le point de vue des citoyens, ailleurs au Canada, quant à l'établissement d'une taxe sur le carbone comme en Colombie-Britannique dans leur propre province, à titre de politique sur les changements climatiques? Tout comme c'est le cas depuis 2011, une nette majorité de Canadiens à l'extérieur de la Colombie-Britannique exprime son soutien envers la mise en œuvre d'une telle taxe dans leur province. Le niveau de soutien a légèrement augmenté, pour une deuxième année consécutive, et il est comparable à celui observé en Colombie-Britannique.

Partout au pays (ailleurs qu'en Colombie-Britannique), près de six citoyens sur dix appuient fortement (19 %) ou quelque peu (39 %) la mise en œuvre d'une taxe sur le carbone, comme celle de la Colombie-Britannique (en hausse de 2 points depuis 2014), alors qu'à peine plus d'un citoyen sur trois s'y oppose quelque peu (17 %) ou fortement (19 %) (en baisse de 4 points).¹



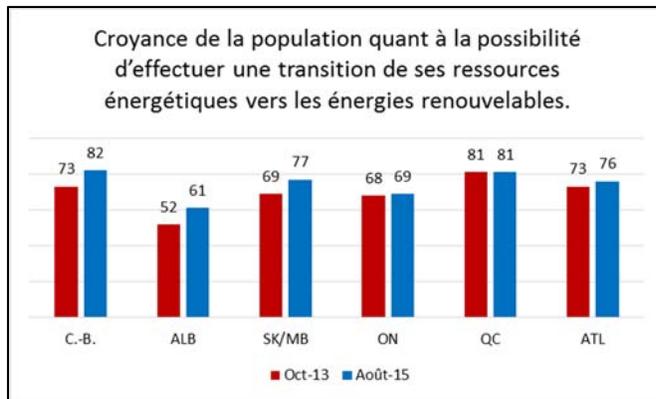
L'appui à ce type de tarification du carbone est maintenant le plus marqué dans les provinces de l'Atlantique (67 %, en hausse de six points depuis 2014), chez les femmes (61 %, en hausse de 4 points), chez les Canadiens de moins de 35 ans (64 %), chez les diplômés universitaires (65 %) et chez les partisans du NPD (73 %, en hausse de 6 points). On observe également un soutien accru chez les Canadiens de 55 ans et plus, les Québécois, les résidents de petites municipalités et en milieu rural, ainsi que chez les personnes ne détenant pas de diplôme d'études secondaires. Conformément aux autres opinions à propos des changements climatiques, l'appui à une taxe carbone provinciale est le plus faible en Alberta (48 %, en hausse de 2 points) et chez les partisans du Parti conservateur (42 %; en baisse de 3 points).

¹ La question du sondage utilisait la même description de la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique, puis on demandait aux répondants s'ils appuieraient la mise en œuvre de ce type de politique dans leur propre province.

Transition vers les énergies renouvelables

Une majorité croissante de Canadiens croit qu'il est possible pour leur province d'effectuer une transition de ses ressources énergétiques, des carburants fossiles aux énergies renouvelables.

Parce que la combustion des carburants fossiles est une source importante des émissions de gaz à effet de serre, les sources d'énergie dites « vertes » et renouvelables, comme l'énergie éolienne, solaire, la biomasse et l'hydroélectricité au fil de l'eau sont actuellement activement développées partout au pays. Ces sources d'énergie représentent actuellement un faible pourcentage de la production d'énergie. Pourtant, les Canadiens sont optimistes et croient que les énergies renouvelables ont la capacité de remplacer en grande partie notre dépendance aux carburants fossiles.



Les trois quarts (74 %) des Canadiens affirment croire qu'il est possible, pour leur province, d'effectuer la transition de la majorité de ses besoins énergétiques des carburants fossiles vers des formes d'énergies renouvelables et propres, comme les énergies éolienne et solaire et les biocarburants (en hausse par rapport à 70 % des répondants ayant exprimé cette opinion en 2013). Une personne sur cinq (20 %) ne croit pas que c'est possible, alors qu'une poignée de gens sont incapables d'exprimer une opinion positive ou négative à ce sujet (7 %).

La majorité a confiance en l'avenir des énergies renouvelables, et ce, dans chaque groupe identifiable. On observe d'ailleurs une hausse dans la majorité des régions du pays au cours de la dernière année. La croyance dans la possibilité d'un avenir énergétique plus vert à l'échelle provinciale est la plus répandue au Québec (81 %) et en Colombie-Britannique (82 %), ainsi que chez les Canadiens âgés de 18 à 24 ans (87 %) et les partisans du NPD (82 %) et du Parti vert (90 %). Ce point de vue est moins susceptible d'être partagé par les Albertains (61 %, en hausse de 9 points) et par les partisans du Parti conservateur (56 %, en baisse de 1 point). Au sein des collectivités de différentes tailles, la confiance dans les énergies renouvelables est maintenant à son niveau le plus élevé chez les résidents en milieu rural (77 %, en hausse de 6 points).

À propos de l'Environics Institute for Survey Research

L'Environics Institute for Survey Research a été fondée en 2006 par Michael Adams afin de promouvoir la recherche sociale et encourager une recherche pertinente et originale sur l'opinion publique ayant trait à d'importants enjeux de politique publique et de changement social. Le mandat de l'Institut vise à sonder les personnes et les groupes dont on se préoccupe habituellement peu et poser des questions qui sortent des sentiers battus. Pour obtenir plus d'information, visitez le www.EnvironicsInstitute.org ou contactez Dr Keith Neuman au 416 969-2457 ou par courriel, à l'adresse keith.neuman@environics.ca.

À propos de la Fondation David Suzuki

La Fondation David Suzuki collabore avec des Canadiens et des Canadiennes de tous les milieux, incluant le milieu gouvernemental et le milieu des affaires, afin de préserver notre environnement et trouver des solutions qui créeront un Canada durable grâce à la recherche, l'éducation et des politiques basées sur des évidences scientifiques. Pour obtenir plus d'information au sujet des travaux sur les changements climatiques réalisés à la Fondation David Suzuki, visitez le www.davidsuzuki.org/fr ou contactez Karel Mayrand, directeur général pour le Québec à altherrien@davidsuzuki.org.